



Geler la participation dâ??IsraÃ«l Ã Horizon Europe, demande un groupe de 60 dÃ©putÃ©s europÃ©ens

Description

Le 15 dÃ©cembre, par *European Coordination of Committees and Association for Palestine*



Un groupe multipartite de 60 dÃ©putÃ©s europÃ©ens [a envoyÃ© une lettre](#) au Haut ReprÃ©sentant de lâ??UE, Joseph Borell, exprimant leurs prÃ©occupations quant Ã la formalisation de lâ??accord Horizon Europe avec IsraÃ«l.

L'association "Horizon Europe" est une des formes les plus étroites de coopération en matière de recherche et d'innovation entre l'UE et les pays tiers. Depuis des années, des organisations de la société civile européenne et palestinienne et des députés européens s'inquiètent de l'acheminement de l'argent des contribuables européens vers des institutions israéliennes complices des colonies illégales et vers des entreprises militaires israéliennes.

« La vision d'Horizon Europe est de créer un avenir durable, équitable et prospère pour les personnes et la planète, fondé sur les valeurs européennes. Néanmoins, les actes inhumains d'Israël à l'égard des Palestiniens ont été qualifiés par les experts internationaux et européens d'actes internationalement illicites d'apartheid et de persécution, nécessitant des obligations de non-reconnaissance par les États tiers et une obligation de mettre fin à l'acte internationalement illicite » a déclaré le groupe de députés européens dans sa lettre.

« Les récentes révélations concernant l'utilisation de technologies de cybersurveillance comme le logiciel espion Pegasus à l'encontre de défenseurs palestiniens des droits humains et la source de ces technologies doivent faire l'objet d'une enquête et d'un traitement » a-t-il pu lire dans la lettre.

« De plus, Israël a intensifié ses attaques contre la société civile palestinienne, plus récemment par la désignation injustifiée de six organisations de premier plan comme terroristes et illégales, visant à les isoler, mettant en danger la viabilité du mouvement des droits de l'Homme et de la société civile palestinienne à l'initiative de toute société démocratique et inclusive » ajoutent les députés européens.

Rosa D'Amato, une des députés européens qui a initié la lettre déclarant : « Je refuse d'être une spectatrice passive des violations des droits de l'Homme en Palestine. La crédibilité de l'UE est ici en jeu : nous prétendons défendre certaines valeurs dans le monde entier, mais ces normes ne semblent pas s'appliquer aux autorités israéliennes. La formalisation de l'accord Horizon Europe avec Israël, alors que des attaques contre les ONGs et la société civile se sont intensifiées, envoie un message inquiétant. »

L'accord Horizon Europe avec Israël a été signé le 6 décembre par la Commission européenne, mais le Parlement européen doit encore donner son accord à la signature.

Traduction Agence Média Palestine

Source : [ECCP](#)

date créée
2021/12/16